

Que faire en cas de violences policières ?

La police n'a pas tous les droits. Les forces de l'ordre sont soumises aux principes et règles de droit commun. Elles n'ont pas le droit d'être violentes, physiquement ou verbalement, de discriminer, d'humilier, de voler, etc. Il existe des cas où les policiers ont le droit d'utiliser la violence, mais d'après la loi cette violence doit être proportionnelle à la situation. La police n'a donc en théorie pas le droit d'utiliser la violence comme elle veut.

La police a aussi un devoir de protection envers la population. Elle doit vous protéger si vous êtes en danger, si vous vous faites agresser, si vous êtes mineur, si vous êtes blessé.e ou malade...

Face aux violences policières, il est possible de se défendre par la voie légale, mais les plaintes contre les policiers aboutissent rarement. Même s'il y a peu de chance d'obtenir une réparation individuelle, il est quand même pertinent de dénoncer et porter plainte contre les violences policières. Cela permet de visibiliser et de dénoncer le problème de manière plus globale et de mettre la pression sur les forces de l'ordre, pour qu'elles se sentent le moins possible en impunité.

Il y a aussi des manières de se défendre collectivement. Par exemple, rester le plus souvent possible en groupe complique le travail de la police et permet d'avoir plus de témoins en cas de violences. Selon les lieux et les périodes, il est utile de discuter des pratiques policières à plusieurs pour s'échanger des informations sur leurs horaires, leurs habitudes, comment les reconnaître, ce qui a déjà marché ou pas pour éviter des violences. Il est aussi possible de s'organiser collectivement pour se protéger, par exemple en organisant des tours de garde pour guetter leur arrivée ou en organisant des actions pour protester contre les violences et les visibiliser...

Malgré cela, les violences policières sont malheureusement fréquentes. Face à une situation de violence policière, que vous en soyez victime ou témoin, voici ce que vous pouvez faire...

Si vous subissez des violences policières, vos choix de défense vous appartiennent. Faites ce qui vous semble le mieux pour vous. Ne laissez pas d'autres personnes vous forcer à faire quelque chose que vous ne voulez pas, comme par exemple porter plainte. Si vous êtes témoin de violences, soyez en soutien des victimes. Respectez leurs choix et n'imposez pas les vôtres. Ne forcez jamais quelqu'un à porter plainte ou à témoigner si la personne ne veut pas. N'imposez pas la discussion si la personne n'a pas envie d'en parler. De même lorsqu'une personne se défend face à la police : si la personne veut résister physiquement ou s'enfuir, ne l'empêchez pas parce que vous pensez savoir ce qui est mieux pour elle ! Par contre, vous pouvez informer des risques et donner votre avis si la personne le demande.

*Cette brochure explique les possibilités face à la police dans l'ensemble de la France.
Les passages encadrés peuvent être complétés avec des informations selon le contexte local.*

Cette version est adaptée pour :

CALAIS - DUNKERQUE

Elle a été mise à jour pour la dernière fois en :

mars 2024

1. (Se) mettre en sécurité

Pendant ou juste après des violences policières, essayez de vous mettre en sécurité d'abord vous-même et si possible les (autres) victimes, par exemple en s'éloignant. Les policiers n'ont pas tous les droits. Si la violence est toujours en cours vous pouvez réagir si ça vous paraît possible : en les filmant, en leur parlant, en tentant de s'interposer... Parfois ça marche et ça les calme. Mais selon la situation il y a aussi un risque que ça les énerve et empire la situation et/ou qu'ils s'en prennent à vous. À vous de juger de ce qui est possible de faire sans risquer davantage d'insécurité pour vous et pour les autres !

2. Assurez-vous qu'il n'y a pas de blessure grave et si besoin contactez un.e médecin

Dès que vous êtes à l'abri, en cas de blessure, il faut s'assurer qu'il n'y a pas d'urgence médicale. Si vous avez le moindre doute, vous devez vous référer rapidement à un.e soignant.e ou contacter le 15 ou le 112 pour les anglophones. La personne blessée doit éviter au maximum de bouger ou d'être déplacée avant l'avis d'un.e soignant.e. ***Si vous n'êtes pas médecin ou soignant.e, appelez des personnes compétentes au moindre doute !***

Si vous contactez les secours, expliquez à la victime ce que vous faites ou allez faire. Tenez-la informée de l'arrivée des secours et d'une présence éventuelle de la police. Envoyez une personne guetter les secours (de préférence avec des papiers, en cas de contrôle de police).

Le temps de l'urgence médicale n'est pas le temps des témoignages, surtout pour les blessé.e.s. Pensez alors à identifier les témoins de la scène et à prendre le contact des témoins / victime(s) / proches, ça pourra servir plus tard ! **Même en l'absence d'urgence médicale, il est possible d'aller consulter** afin d'évaluer la gravité de sa situation, même longtemps après. Il est par exemple possible d'aller gratuitement dans les Permanences d'accès aux soins de santé (PASS). Une blessure n'est pas que physique. Si vous vous sentez traumatisé ou humilié par ce que vous avez vécu, le médecin est aussi là pour ça.

LIEU DE SOINS GRATUITS À PROXIMITÉ :
Voir la rubrique « Santé » du Guide des nouveaux arrivants :
Calais : lc.cx/calais | Dunkerque : lc.cx/gs1



Lors de la consultation, il peut être utile de demander un « **certificat médical initial** » (CMI). Il est fait par un médecin (dentistes et sage-femmes aussi). Il est très important. Vous pouvez le demander même si vous ne souhaitez pas porter plainte. Il est réalisé sur demande spontanée de la victime (ANNEXE 1) et peut l'être aussi, sur réquisition judiciaire. Il comporte une date, le nom de la victime, son âge et sa nationalité, les faits rapportés par la victime, les constatations du médecin, les jours d'incapacité de travail (ITT), le nom du médecin et sa signature. Le personnel hospitalier peut avoir peur d'engager sa responsabilité en indiquant qu'il s'agit de violences de la police, mais leur travail est seulement de retracer les faits tels qu'ils sont exprimés sans prendre de position : vous pouvez insister pour qu'ils écrivent ce que vous dites. Si on refuse de vous donner ce certificat, insistez et n'hésitez pas à le signaler aux associations.

3. Les suites possibles

Une fois les soins médicaux assurés, on peut réfléchir aux suites qu'on veut donner. Quelles suites avez-vous envie de donner à la violence policière ? Espérez-vous obtenir une réparation du préjudice ? Voulez-vous dénoncer publiquement ces violences ? Voulez-vous rester anonyme ? Même si les victoires en justice sont rares face aux violences policières, vous avez le droit de demander à la justice ou à la hiérarchie policière d'enquêter sur les faits. Si vous êtes reconnu.e comme victime, vous pourrez demander des réparations, comme une indemnisation financière par exemple. Si vous voulez dénoncer plus généralement les violences ou le racisme de la police, ou si vous souhaitez rendre publique votre histoire sans révéler votre identité, vous pouvez contacter des ONG, des associations, des journalistes, des activistes...

Chacun a le droit de porter plainte contre un acte de violence subi. Un.e avocat.e peut vous aider à porter plainte. Il est possible de consulter gratuitement un.e avocat.e grâce aux Barreaux et aux Points d'Accès aux Droits.

Il est possible de porter plainte de deux manières...

RDV GRATUIT AVEC UN.E AVOCAT.E :
Voir la rubrique « Juridique » du Guide des nouveaux arrivants (liens et QR code disponibles dans l'encadré « Lieux de soins » ci-dessus).

• **Vous pouvez porter plainte en allant dans un commissariat**, n'importe lequel, peu importe où se sont déroulés les violences. La police essaie souvent de compliquer la tâche. En cas de refus ou d'entrave au dépôt de plainte, vous pouvez rappeler l'article 15-3 du Code de procédure pénale, l'article 5 de la Charte d'accueil du public et d'assistance aux victimes, et la décision du DDD de 2013 (ANNEXE 2). Il est possible de demander un rendez-vous au commissariat, de demander la présence d'un.e interprète et d'être accompagné par un.e proche. Si vous avez vécu des violences de la police, ça peut être difficile de les dénoncer à la police, mais il existe une autre méthode :

• **Vous pouvez aussi porter plainte directement en écrivant au procureur**, par lettre recommandée au procureur (ANNEXE 4). Dans votre courrier, joignez toutes les preuves récoltées : témoignages CERFA, Certificat Médical Initial, photos, clé USB contenant les enregistrements audio ou vidéo. Plus il y a d'éléments de preuves, plus le procureur est obligé d'enquêter. Pensez à laisser votre contact et si possible une adresse pour être informé.e des suites.

ADRESSE DU PROCUREUR LOCAL :	
<i>L'adresse est différente selon si on est dans le département du Nord (59) ou du Pas-de-Calais (62). Si besoin, pour savoir le bon département, regardez sur la carte (ANNEXE 8).</i>	
Nord (59) :	Pas-de-Calais (62) :
Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Dunkerque Place du Palais de Justice BP 6365 59385 Dunkerque cedex 1	Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Boulogne-sur-Mer Place de la Résistance 62322 Boulogne-sur-Mer cedex

Vous pouvez aussi saisir la hiérarchie policière. Mais très souvent, ces instances protègent leurs policiers et il est rare d'obtenir gain de cause...

- IGPN (enquête interne à la police) : interieur.gouv.fr/contact/signalement-igpn
- IGGN (enquête interne à la gendarmerie) : gendarmerie.interieur.gouv.fr/contact/reclamation-aupres-de-l-inspection-generale-de-la-gendarmerie-nationale-igggn
- Préfet (représentant local de l'État) : annuaire.service-public.fr/navigation/prefecture
- Ministre de l'intérieur : sur internet (interieur.gouv.fr/contact/ministre-de-l-interieur) ou par courrier (*Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris cedex 08*).
- Président de la République : sur internet (elysee.fr/ecrire-au-president-de-la-republique/#epr-form) ou par courrier (*Président de la République, 55 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris*).

Vous pouvez saisir les autorités de défense des droits fondamentaux. Elles peuvent enquêter et faire des rapports. Elles ne peuvent pas forcer les autorités à réagir, mais cela peut leur mettre la pression.

- Défenseur des droits : sur internet (formulaire.defenseurdesdroits.fr/formulaire_saisine/) ou par courrier (Défenseur des droits, Libre réponse 71120, 75342 Paris cedex 07)
- Contrôleur générale des lieux de privation de liberté, CGLPL (pour les personnes privées de liberté) : sur internet (cglpl.fr/saisir-le-cglpl/comment/) ou par courrier (*Contrôleur général des lieux de privation de liberté, CS 70048, 75921 Paris cedex 19*).

Vous pouvez avertir les ONG et associations qui dénoncent les violences policières. Elles peuvent parfois vous aider à médiatiser votre situation ou vous apporter des conseils.

- Amnesty (droits humains) : +33153386565 / contactus@amnesty.org / amnesty.org/contact
- ACAT (contre la torture) : +33140404243 / acat@acatfrance.fr / acatfrance.fr/contact
- LDH (droits humains) : +33156555100 / ldh@ldh-france.org / ldh-france.org/en-region/

Il est aussi possible de publier votre témoignage par vous-même sur internet (réseaux sociaux, blogs...). Pour diffuser votre témoignage, vous pouvez contacter des journalistes ou des activistes.

CONTACT D'ACTIVISTES LOCAUX : Calais Migrant Solidarity : calais_solidarity@riseup.net	CONTACT DE JOURNALISTES :
--	----------------------------------

4. Récolter des preuves

Il peut être utile de récolter un maximum de preuves de ce qu'il s'est passé, sans être obligé d'en faire quelque chose par la suite. Par exemple **des vidéos, des photos, des enregistrements audios**. Pensez à demander si d'autres personnes ne sont pas en possession de preuves. Il est possible de photographier et filmer les forces de l'ordre lors des opérations de police en France (ANNEXE 3). Les policiers n'ont pas le droit de refuser d'être filmés ou photographiés pendant leur mission. Ils n'ont donc pas le droit d'arrêter pour cette raison la personne effectuant l'enregistrement, ni de lui retirer sa caméra ou de détruire l'enregistrement. Il arrive qu'ils utilisent d'autres prétextes pour gêner les gens qui filment ou enregistrent. Pour enregistrer la police, il est conseillé de ne pas rester seul.e. Être deux permet de répartir les rôles, une personne interagit avec les forces de l'ordre, l'autre filme. **Lorsqu'on enregistre ou qu'on diffuse, il est important de faire attention à ce que ça ne porte pas préjudice à d'autres personnes.** Faire attention à ne pas divulguer d'informations personnelles sur les personnes, ou à ne pas enregistrer des choses qui pourraient être utilisées contre les victimes, par exemple si quelqu'un essaie de résister à la police.

Il est possible de rédiger un témoignage de ce qu'il s'est passé. Un témoignage peut servir en cas de procédure judiciaire, ou à être rendu public pour dénoncer les violences policières, ou juste à aller mieux en l'écrivant pour libérer la parole. Il est important que la personne qui témoigne puisse à tout moment décider d'arrêter la démarche, sans jugement ou pression. Il est possible de rédiger un CERFA, c'est-à-dire un témoignage écrit qui a valeur de preuve en justice. Il peut être rédigé par une victime ou par un témoin. Il doit être manuscrit, sur un formulaire appelé « Attestation de témoignage », disponible sur le service-public.fr/particuliers/vosdroits/R11307 (ANNEXE 7). Une personne qui ne parle pas français peut écrire son témoignage dans sa langue ; il faut alors le traduire sur un second formulaire en inscrivant à la fin du récit « propos traduits de – la langue originale – vers le français par – nom de la personne qui écrit » et garder les deux versions. Il est possible de témoigner sans écrire son témoignage soi-même si quelqu'un retranscrit les propos à la première personne du singulier (je) et en terminant le récit par « propos retranscrit par – nom de la personne qui écrit ». Pour que le CERFA puisse être utilisé en justice, il faut compléter les informations personnelles demandées et joindre la copie d'un document d'identité. Pour une personne sans-papiers, il est possible de joindre les papiers qu'elle veut ou non.

Pour porter plainte ou rédiger un témoignage qui ait du poids devant la justice, il faut se souvenir et écrire les choses les plus précises possible :

- **Sur le contexte :**
 - L'heure exacte, la chronologie des faits, les armes utilisées (ANNEXE 5).
 - L'endroit précis : nom de la rue, de la place. Si vous avez été emmené.e dans un local de police, l'adresse de ce local et à quoi il ressemblait.
- **Sur la police :**
 - Essayez de vous rappeler à quelle police appartenait le policier (ANNEXE 6) : PAF, CRS, police nationale, police municipale, gendarmerie, BAC... C'est écrit sur leur badge.
 - Essayez de retenir de quelle voiture ou quel van ils se servent. Le mieux est de noter le numéro d'immatriculation de la voiture, avec des lettres et des chiffres.
 - Essayez de retenir le maximum de détails sur les policiers, de manière à pouvoir les décrire précisément : couleur des yeux, des cheveux, de la peau. Leur allure, s'ils sont grands, petits, gros ou maigre... S'ils ont quelque chose de spécial comme une moustache ou une barbe. Le mieux est de noter leur numéro de matricule, il est composé de 7 chiffres et ils doivent le porter sur leur veste. S'ils ne l'ont pas, il faut le noter, car c'est illégal pour un policier d'être en fonction sans le porter. Si vous leur avez demandé ce numéro et qu'ils ont refusé de vous le donner, mentionnez-le aussi dans votre témoignage.

Tous les détails sont vraiment utiles. Plus vous serez précis, plus ce sera facile de retrouver où ont eu lieu les événements dont vous parlez. La police a des dossiers sur lesquels sont notés où chaque policier est censé être à chaque moment.

ANNEXE 1 | Modèle de courrier à compléter pour demander à l'hôpital un certificat médical initial :

INDIQUER LA DATE & LE LIEU



✂-----

Madame, Monsieur,

Je sollicite auprès de vous l'établissement d'un Certificat Médical Initial, tel que l'article 76, 1er alinéa du Code de déontologie médicale, le prescrit : « L'exercice de la médecine comporte normalement l'établissement par le médecin, conformément aux constatations médicales qu'il est en mesure de faire des certificats, attestations et documents dont la production est prescrite par les textes législatifs et réglementaires. »

Je vous prie de bien vouloir attester dans ce Certificat de mes blessures et de leurs causes.

Respectueusement,

✂-----

AJOUTER NOM, PRÉNOM & SIGNATURE



ANNEXE 2 | Document à présenter dans un commissariat en cas de refus de dépôt de plainte :

✂-----

Code de procédure pénale, article 15-3 :

Les officiers et agents de police judiciaire sont tenus de recevoir les plaintes déposées par les victimes d'infractions à la loi pénale, y compris lorsque ces plaintes sont déposées dans un service ou une unité de police judiciaire territorialement incompétents. Dans ce cas, la plainte est, s'il y a lieu, transmise au service ou à l'unité territorialement compétents.

Charte d'accueil du Public et d'assistance aux Victimes, article 5 :

Les services de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale sont tenus de recevoir les plaintes déposées par les victimes d'infractions pénales, quel que soit le lieu de commission.

Décision du Défenseur des droits n° MDS-2013-41 :

Le Défenseur des droits, saisi d'une réclamation n° 10-012189 (ex 2010-163) relative à un refus d'enregistrer une plainte constate un manquement à la déontologie. Le Défenseur des droits demande qu'il soit rappelé [...] à tous les services de sécurité habilités à recueillir les plaintes, l'obligation qui s'impose à eux, en vertu de l'article 15-3 du code de procédure pénale et de l'article 5 de la charte de l'accueil du public et de l'assistance des victimes, de recevoir les plaintes des victimes d'infraction.

✂-----

ANNEXE 3 | Document rappelant aux policiers qu'on a le droit de les filmer

✂-----

Circulaire du Ministère de l'Intérieur du n°2008-8433 du 23 décembre 2008 :

« **Les policiers ne bénéficient pas de protection particulière en matière de droit à l'image**, hormis lorsqu'ils sont affectés dans les services d'intervention, de lutte anti-terroriste et de contre-espionnage spécifiquement énumérés dans un arrêté ministériel [comme le GIGN, le GIPN, la BRI ...] et hormis les cas de publications d'une diffamation ou d'une injure à raison de leurs fonction ou de leur qualité.

La liberté d'information, qu'elle soit le fait de la presse ou d'un simple particulier, prime le droit au respect de l'image ou de la vie privée dès lors que cette liberté n'est pas dévoyée par une atteinte à la dignité de la personne ou au secret de l'enquête ou de l'instruction.

Les policiers ne peuvent donc s'opposer à l'enregistrement de leur image lorsqu'ils effectuent une mission. Il est exclu d'interpeller pour cette raison la personne effectuant l'enregistrement, de lui retirer son matériel ou de détruire l'enregistrement ou son support. Ils ne peuvent par ailleurs s'opposer à l'éventuelle diffusion de cet enregistrement que dans certaines circonstances particulières. »

*COURRIER POUR DEMANDER UN CERTIFICAT
MÉDICAL INITIAL À L'HÔPITAL*

DOCUMENT À PRÉSENTER DANS UN
COMMISSARIAT EN CAS DE REFUS DE DÉPÔT
DE PLAINTÉ

DOCUMENT RAPPELANT AUX POLICIERS
QU'ON A LE DROIT DE LES FILMER

ANNEXE 4 | Modèle de courrier à compléter pour porter plainte au procureur de la république :

NOM PRÉNOM

MOYEN DE CONTACTER LA PERSONNE :

ADRESSE POSTALE OU MAIL

Procureur de la République de VILLE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE

ADRESSE DU TRIBUNAL

DATE & LIEU

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) NOM PRÉNOM, né(e) le DATE DE NAISSANCE à VILLE DE NAISSANCE (PAYS), de nationalité NOM DE LA NATIONALITÉ atteste avoir vécu les faits suivants :

FAITS (voir les conseils pour écrire un CERFA pour aider à la rédaction : c'est important de bien mettre la date, le lieu, et donner le plus de détails possible).

PRÉCISER LA LISTE DES PIÈCES-JOINTES S'IL Y EN A.

Par ce présent courrier, et au vu des faits qui sont portés à votre connaissance, je porte plainte contre X. (SI POSSIBLE, PRÉCISER LE MOTIF DE LA PLAINTÉ : « coups et blessures », « injures racistes », « vol »...)

Respectueusement,

NOM – PRÉNOM - SIGNATURE

ANNEXE 5 | Les armes de la police

Tonfas et Matraques :



Gazeuses :



Taser :



Pistolets Flashball :



Fusils LBD40 (lanceurs de balles de défense) :



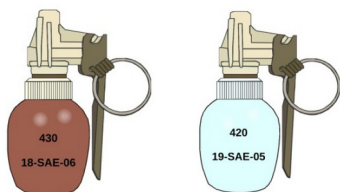
Lanceurs de grenades :



Grenades de désencerclement :



Grenades fumigènes et Lacrymogènes :



Grenades assourdissantes et fulgurantes :



Canons à eau :



ANNEXE 6 | Les différentes forces de l'ordre

POLICE NATIONALE :



GENDARMES MOBILES :



PAF – Police Aux Frontières :



POLICE MUNICIPALE :

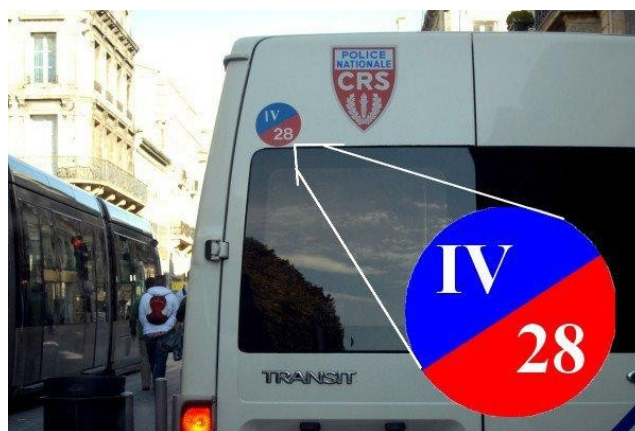


CRS – Compagnies Républicaines de Sécurité :



N° d'identification de la compagnie de CRS →

Identification number of the CRS company →



Nous sommes là pour vous aider



n° 11527*03

Attestation de témoin

(Articles 200 à 203 du code de procédure civile, article 441-7 du code pénal)

Votre identité :

☐ Madame

☐ Monsieur

Votre nom (de naissance): _____

Votre nom d'usage (ex. nom d'épouse) _____

Vos prénoms : _____

Votre date et lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_| à _____

Votre profession : _____

Votre adresse : _____

Code postal |_|_|_|_|_| Commune: _____

Pays: _____

Lien de parenté, d'alliance, de subordination, de collaboration ou de communauté d'intérêts avec les parties : Oui ☐ non ☐

Si oui, précisez lequel : _____

Sachant que l'attestation sera utilisée en justice et connaissance prise des dispositions de l'article 441-7 du code pénal réprimant l'établissement d'attestation faisant état de faits matériellement inexacts ci-après rappelés :

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ».

(cette phrase doit être écrite, ci-dessous, entièrement de votre main)

This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Pièce à joindre :

- Un original ou une photocopie d'un document officiel justifiant de votre identité et comportant votre signature.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à: _____ Le | | | | | | | |

Signature

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.

